

1. Le G7/G8 — système et évolution

Kimón Valaskakis

Introduction

Bonjour, mon nom est Kimon Valaskakis. Je suis un professeur d'économie à l'université de Montréal, autrefois je fus ambassadeur du Canada à l'organisation de coopération et de développement économiques, et avant ça le directeur de l'Institut Gamma, un laboratoire d'idées.

Je suis heureux de vous présenter le cours G8 en ligne 2004 — un cours universitaire en ligne qui explore le groupe des huit plus grandes démocraties à économie de marché jusqu'à son sommet annuel, qui doit avoir lieu à Sea Island (Géorgie, É.-U.), du 8 au 10 juin 2004. À Sea Island, les États-Unis participeront à deux journées de discussions intensives susceptibles de marquer un tournant historique avec leurs partenaires du G8, soit la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, le Japon, l'Italie, le Canada, la Russie et l'Union européenne. Les dirigeants de ces pays devront alors relever trois défis centraux : assurer la sécurité, la prospérité et la liberté de notre monde au vingt et unième siècle. Ils essaieront d'établir de nouvelles orientations et de prendre des décisions de grande portée afin d'atteindre leurs ambitieux objectifs dans chaque sphère d'activité.

Y parviendront-ils ? Dans le cours G8 en ligne 2004, nous nous intéresserons à ce que le G8 a fait, à ce qu'il tente de faire, à ce qu'il peut faire et à ce qu'il doit faire pour accroître la sécurité, la prospérité et la liberté partout dans le monde. Pour ce faire, nous allons examiner tour à tour, dans nos 26 sessions en ligne, le G8 en tant qu'institution internationale, le rôle joué par chaque membre du G8, les questions centrales pour le sommet de Sea Island et le déroulement du sommet de Sea Island en juin 2004.

Pour présenter ces exposés, nous avons réuni des universitaires, des experts et des partici-

pants au G8, venant des États-Unis et des autres pays membres du G8. Nous leur sommes reconnaissants, ainsi qu'à nos commanditaires — le Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale, le gouvernement du Canada, le Groupe de recherche sur le G8, le projet EnviReform, Trinity College, l'Université de Toronto et le e-College.

Chacune des 26 sessions, commence par un court exposé dont le contenu (vidéo, audio et texte) est transmis en large bande à grande vitesse et à basse vitesse. Chaque exposé sera accompagné d'un vidéo et de documents textuels offrant une perspective plus large et présentant le sujet sous différents angles. Les exposés et des documents connexes sont disponibles en texte intégral dans le cours G8 en ligne et au Centre d'information sur le G8 au site Web www.g8.utoronto.ca. Nous vous offrons également d'autres moyens de participer — par le biais de questions soumises par courriel à nos instructeurs et assistants, de sondages et de séances interactives avec les assistants et d'autres étudiants. Le cours complet est offert en français et en anglais, afin que vous puissiez le suivre dans la langue de votre choix.

Vous pouvez utiliser le cours G8 en ligne de plusieurs manières : à titre de citoyen désireux de s'informer ou en tant qu'étudiant averti; de la première à la dernière leçon, ou en vous en tenant uniquement aux leçons qui vous intéressent; comme cours vous permettant d'accumuler des crédits d'enseignement, comme ressource supplémentaire pour vos cours actuels, ou simplement pour votre plaisir personnel.

Le cours G8 en ligne explore le G8 du point de vue de ses défenseurs et de celui de ses détracteurs. Les problèmes auxquels le G8 est confronté sont difficiles et complexes. Leurs solutions sont souvent incertaines et contro-

versées. Le mode d'action adopté par le G8 et les résultats qu'il permet d'obtenir sont également soumis à des points de vue divergents, qui varient à mesure que la situation change et que les problèmes évoluent. Même dans les nombreux cas où les faits indiquent clairement la voie à suivre, il y aura toujours quelqu'un qui n'acceptera pas les résultats et qui voudra les changer. Notre cours peut s'avérer utile tant aux défenseurs qu'aux détracteurs du G8 en leur permettant de mieux comprendre comment modifier le fonctionnement du G8 et comment il est possible d'améliorer la gouvernance mondiale.

L'évolution de la gouvernance mondiale

Le G8 représente à l'heure actuelle le stade le plus récent de l'évolution de la gouvernance mondiale amorcée il y a 350 ans. Depuis que notre monde constitué d'États territoriaux souverains a été créé par le Traité de Westphalie en 1648, le système international a été le témoin de tentatives successives visant à trouver une formule afin d'assurer la sécurité et la prospérité à ces États, dans un monde où aucune source d'autorité supérieure n'existe. Aux dix-septième et dix-huitième siècles, les dirigeants des grandes puissances ont créé un *équilibre des forces* de sorte qu'aucun État en particulier ne puisse devenir assez puissant pour dominer les autres. Après l'échec de ce système avec les guerres napoléoniennes, les dirigeants ont créé le *Concert européen* du dix-neuvième siècle, qui les a réunis pour gouverner le monde collectivement. Après un siècle de succès, ce système a échoué avec la Première Guerre mondiale. Au vingtième siècle, la coopération internationale est assurée par des organisations internationales avec des chartes officielles et des secrétariats distincts, d'abord par la Ligue des nations créée en 1919, puis, après la Seconde Guerre mondiale, par les Nations Unies fondées en 1945. Le G8 informel, créé en tant que G7 en 1975 en plein milieu d'une nouvelle flambée de crises mondiales, marque en quelque sorte un retour au système de concerta-

tion du dix-neuvième siècle. Mais il s'agit maintenant d'une union des puissances démocratiques établie dans un but démocratique.

Quelle démarche a le mieux permis d'assurer la paix et la prospérité tant recherchées? Les observateurs des relations internationales ont longtemps fourni des réponses très différentes sur cette question fondamentale. Les **réalistes** soutiennent que les États souverains puissants ne peuvent compter sur les organisations internationales pour assurer leur sécurité et leur prospérité, car les États individuels, par eux-mêmes doivent bâtir leur puissance nationale — et équilibrer celle des autres — s'ils veulent survivre et prospérer dans un monde dangereux. Quant aux **libéraux-institutionnalistes**, ils allèguent qu'en raison des rapports étroits qui se sont établis entre les pays à la suite des vagues successives de mondialisation, d'autres conventions et d'autres organisations internationales formelles sont nécessaires pour permettre aux États d'atteindre leurs objectifs. Entre ces deux groupes se trouvent les **constructivistes**, qui affirment que les dirigeants sont en mesure de redéfinir l'identité et les intérêts de leurs pays en vue de coopérer pour assurer la sécurité et la prospérité en cette ère de mondialisation galopante.

Le G8 est la seule institution internationale qui réunit régulièrement les dirigeants de toutes les puissances démocratiques du monde. C'est peut-être aussi le forum le plus propice à l'éclosion des conceptions et de la coopération qui permettront de faire face aux défis de la gouvernance mondiale. Certes, sa capacité de jouer un rôle central efficace en vue d'assurer la gouvernance mondiale est largement reconnue. Elle est reconnue par les dirigeants des grandes puissances mondiales qui, malgré leur emploi du temps chargé, trouvent toujours le temps de participer au sommet annuel, les milliers de représentants et de journalistes qui les accompagnent, les dirigeants d'autres pays et d'organisations internationales qui y participent parfois, et les activistes de la société civile, qui

sont maintenant des centaines de milliers à protester et à faire des pressions. Les analystes sérieux confirment cette impression lorsqu'ils soulignent le rôle important du G8 en matière de gouvernance mondiale et intérieure et qu'ils critiquent le G8 lorsqu'il n'agit pas comme il le pourrait ou le devrait, selon eux.

Mais, aussi important que son rôle puisse être en matière de gouvernance mondiale, le G8 demeure en grande partie invisible. Il ne se montre en public qu'une fois l'an à l'occasion de son sommet annuel, et de façon intermittente lors de ses réunions ministérielles qui se multiplient rapidement. Les travaux, et parfois même l'existence, des dizaines d'organismes officiels et de groupes de travail qui y sont rattachés demeurent inconnus de ceux qui n'en font pas partie. Le processus intensif et permanent permettant d'organiser le sommet annuel et de s'assurer que les décisions prises lors de cet événement sont effectivement mises à exécution s'avère tout aussi obscur. Dans l'ensemble, les activités du G8 se déroulent maintenant tous les jours, et la plupart des ministères des pays membres y prennent part. Mais le G8 n'a toujours pas de secrétariat lui assurant une présence physique permanente, et pouvant archiver ses documents, établir un programme d'information publique ou agir comme porte-parole. Par conséquent, sa mission, ses activités et ses réalisations sont mal connues, mal comprises et suscitent la méfiance. Le cours G8 en ligne cherche à lever le voile sur cette invisibilité en examinant de près le G8 et ses activités.

Le G8 — Nouveau centre de la gouvernance mondiale

Le G8 débute lors d'un week-end gris de la mi-novembre 1975 au château de Rambouillet, en banlieue de Paris. C'est là que se sont rassemblés les chefs d'État de la France, des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, du Japon et de l'Italie avec quelques centaines de représentants et de journalistes pour ce qui devait être une rencontre ponctuelle de discus-

sions portant sur les finances internationales. Trois décennies plus tard, en juin 2003, à Evian (France), par une journée d'été ensoleillée, les dirigeants de ces pays, auxquels se sont ajoutés le Canada, l'Union européenne et la Russie, accompagnés d'autres dirigeants du monde, ainsi que de milliers de représentants, de journalistes et de protestataires, se rassemblaient à l'occasion de leur 29^e sommet annuel afin d'aborder l'ensemble des enjeux mondiaux.

La fréquence des sommets du G7/G8, le nombre sans cesse grandissant de points à l'ordre du jour ainsi que l'augmentation du nombre de membres et de participants à ces réunions laissent supposer que le G7/G8 est à présent devenu un centre efficace de gouvernance mondiale et est reconnu comme tel. Mais comment le G8 est-il arrivé à constituer un élément aussi essentiel de la gouvernance mondiale? Et pourquoi a-t-il évolué de cette façon précise?

Il y a plusieurs réponses à ces questions. Certains considèrent encore le sommet du G8 comme une simple « réunion au spa des grands de ce monde », où de vieux copains se réchauffent aux rayons de leur splendeur tout en essayant de convaincre un public crédule des travaux importants qu'ils y accomplissent (Wood 1988). D'autres, quelque peu plus charitables, considèrent le sommet comme un « forum de chefs d'État » ou un rassemblement d'irréductibles, qui a été mis sur pied et maintenu pour permettre l'échange d'idées novatrices susceptibles de mener à une nouvelle réflexion et même à des mesures concrètes au sein des pays participants (Baker 2000). D'autres encore y voient un « club privé de la ploutocratie », où les chefs des grandes nations capitalistes riches et peuplées surtout de Blancs complotent afin d'améliorer le sort de leur propre pays et des multinationales qui y prospèrent (Gill 1999, Helleiner 2000). Enfin, il y en a qui estiment que le G7/G8 est une forme particulière de gouvernance mondiale, un genre de « concertation démocratique moderne », où les

dirigeants et même les ministres et les représentants prennent continuellement des décisions collectives qui ont une incidence sur l'ensemble de la planète (Kirton 1999; Bayne 2000).

J'estime que le sommet a été mis sur pied, a évolué et a été utilisé en tant que « concertation démocratique moderne » afin d'assurer une gouvernance mondiale efficace là où l'ancien système de multilatéralisme des Nations Unies a échoué. Il a été créé sciemment pendant les nombreuses crises du début des années 1970 pour préserver et promouvoir les valeurs démocratiques de la communauté internationale dans son ensemble. Il a été largement institutionnalisé par le biais de rencontres annuelles auxquelles participent des membres triés sur le volet chapeautant un vaste réseau, en grande partie invisible, de ministres et de représentants. Et de sa mission initiale découle un programme qui a fini par englober la gouvernance de la communauté internationale, ainsi que la gouvernance intérieure de l'ensemble des États-nations de la planète.

Création de la concertation du G7/G8 engendrée par un climat de crise

Les sommets du G7 sont issus des crises en cascade qui perturbaient le monde au début des années 1970 et que les organismes multilatéraux, mis sur pied à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ne parvenaient pas à régler. Le 15 août 1971, les États-Unis ont abandonné unilatéralement et, par le fait même, détruit le régime de change fixe international, ancré dans un dollar américain jadis fort, qui était au cœur du [Fonds monétaire international](#) (FMI) créé en 1944. L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), créé en 1947, a lancé officiellement en 1973 un nouveau cycle de libéralisation multilatérale du commerce. Mais cet effort semblait mort dans l'œuf, étant donné que les principales économies de la planète connaissaient en même temps leur premier ralentissement d'après-guerre et qu'elles étaient soumises à des pressions protectionnistes gran-

dissantes. Ce ralentissement était le résultat du choc pétrolier d'octobre 1973, au cours duquel l'[Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole](#) (OPAEP), au milieu de la guerre de 1973 qui sévissait au Moyen-Orient, a haussé les prix et réduit la production du précieux liquide qu'elle vendait à l'Occident et au Japon. Tour à tour, les divers partis communistes de la plupart des pays du sud de l'Europe ont menacé de prendre le pouvoir, l'Inde s'est jointe au club nucléaire en faisant exploser une bombe et les États-Unis ont subi leur défaite au Vietnam en avril 1975.

La première réaction, venant de la France, a été de renforcer la Communauté européenne régionale et indépendante formée en 1957. Pour les États-Unis, il importait de consolider les liens transatlantiques découlant de l'[Organisation du Traité de l'Atlantique Nord](#) (OTAN) créée en 1949. Mais vu qu'aucune de ces anciennes formules ne fonctionnait, on s'est mis à la recherche d'une nouvelle institution destinée aux dirigeants des principales puissances démocratiques du monde grâce à laquelle des nations ayant retrouvé une certaine puissance, comme le Japon, l'Allemagne et l'Italie, pourraient se joindre aux pays victorieux de la Seconde Guerre mondiale, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, pour régler des problèmes économiques délicats et des problèmes politiques sous-jacents au sein d'un club européen-américain-asiatique.

La question était alors de savoir quelle forme l'institution allait adopter. Les dirigeants de la France et de l'Allemagne, qui avaient récemment envoyé leurs ministres des finances à des réunions informelles et privées à titre de **Groupe de la bibliothèque** de la Maison-Blanche pour discuter d'un nouveau système monétaire international, ont proposé une formule qui allait dans ce sens. D'autres pays, qui avaient été membres de la **Commission trilatérale**, ont instinctivement préféré un système nettement plus structuré, doté d'institutions complexes et de plans minutieusement

préparés, dont les décisions collectives finales seraient claires. Bien qu'il s'agisse de simples éléments, les formules « Bibliothèque » et « Commission trilatérale » ont chacune trouvé une raison d'être dans la nouvelle institution, dont le concept central a été proposé par le secrétaire d'État américain, Henry Kissinger, qui avait rédigé sa thèse de doctorat sur le Concert européen et pensait que le monde avait maintenant besoin d'une concertation démocratique moderne.

Les concertations regroupent les grandes puissances mondiales. Les dirigeants se rencontrent périodiquement lors de sommets préparés avec soin pour prendre des décisions sur les grands enjeux de l'heure. L'ordre du jour des dirigeants des grandes puissances englobe et intègre tous les problèmes économiques et politiques prioritaires de l'ensemble de la communauté internationale. Et contrairement aux [Nations Unies](#), dont la charte, au dernier point de l'article 2(7), fait état de la non-ingérence dans les affaires internationales des États souverains, les concertations sont essentiellement axées sur les affaires intérieures de leurs pays membres et des autres pays.

Évolution institutionnelle de la concertation du G7/G8

En tant que concertation, le G7 tenu à Rambouillet en 1975 ne comptait que trois grandes puissances. En tant que concertation démocratique, il rassemblait toutes les puissances démocratiques. Conformément à cette formule, le deuxième sommet, tenu à Porto Rico en 1976, accueillait le Canada comme nouvelle grande puissance mondiale. Le Canada, en tant que producteur de premier plan de pétrole, d'uranium, de minerais et de matières premières, pouvait s'intégrer à l'[Organisation des pays exportateurs de pétrole](#) (OPEP) et à d'autres cartels de matières premières, ou en atténuer le monopole. Le troisième sommet, tenu à Londres en 1977, a vu la Communauté européenne se joindre aux discussions portant sur des thèmes relevant de la capacité

juridique de la Communauté, car ses membres autres que les quatre principaux, soit la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie, étaient tous des régimes démocratiques qui possédaient ensemble beaucoup de pouvoir à l'échelle mondiale. Lorsque l'Union soviétique, appelée par la suite la Russie, est devenue un régime démocratique durable, elle a également été incluse, d'abord lors d'une réunion faisant suite au sommet de Londres en 1991, puis en tant que membre d'un nouveau groupe de huit nations à Lyon (France) en 1996, ensuite à titre de membre du sommet des Huit à Denver en 1997 et, enfin, en tant que membre à part entière d'un G8 permanent à Birmingham (Angleterre) en 1998.

Il est vrai que l'intégration de la Communauté européenne (maintenant appelée Union européenne) et de la Russie a renforcé l'influence déjà importante des membres européens du G8, à un moment où la vague de mondialisation donnait naissance à de nouvelles puissances dans de nouvelles régions situées bien au-delà des limites des empires européens d'antan. Cependant, dans un système de concertation, ce n'est pas une représentation égale de chaque région géographique qui assure une vision mondiale, mais bien chaque grande puissance qui jouit de son influence mondiale et qui exprime son sentiment de responsabilité planétaire.

Comme on peut le constater, le G7/G8 n'a pas tardé à évoluer en un sommet annuel se tenant à la fin du printemps ou à l'été, bien qu'un sommet spécial intersessions portant exclusivement sur la sécurité nucléaire ait eu lieu à Moscou en 1996. Le sommet annuel a toujours regroupé des ministres des finances et des affaires étrangères, ainsi que des chefs d'État jusqu'en 1998, année où ces derniers ont décidé de se réunir séparément. Ces ministres avaient déjà commencé à se réunir séparément, vu que le sommet du G7 avait engendré des forums autonomes pour les ministres du commerce en 1982, les ministres des affaires étrangères en 1984 et les sept ministres des finances

en 1986. Dans les années 1990, ces forums ministériels ordinaires ont proliféré et ont attiré les ministres chargés des questions intérieures, comme l'environnement et le travail en 1994, et en 2002, l'éducation et l'énergie. Les groupes de travail et d'étude composés de hauts fonctionnaires et créés par le G7/G8 pour ses propres membres, et souvent d'autres intervenants, se sont également multipliés dès le début.

Ordre du jour ouvert de la concertation du G7/G8

L'ordre du jour ouvert du G7/G8 est tout autant évident. Dans le communiqué de clôture du sommet de Rambouillet en 1975, le G7 a clairement indiqué que ses préoccupations étaient d'ordre politique et économique, et que la communauté internationale ainsi que les pays du G7 avaient pour mission essentielle le renforcement de la démocratie, du progrès social et des droits humains à la grandeur de la planète. À Rambouillet, l'accent a été mis sur les finances internationales et la politique macroéconomique, le commerce international et le développement international de part et d'autre de l'axe Nord-Sud, et ces questions ont dès lors toujours été à l'ordre du jour. Mais l'ordre du jour a aussi porté sur l'énergie, l'environnement et les relations Est-Ouest, car ces thèmes sont au cœur des problèmes « transnationaux » et « mondiaux », ainsi que sur les questions de sécurité politique qui prennent de plus en plus de place. Les membres du G7/G8 ont maintenant abordé presque toutes les questions liées à la gouvernance mondiale ou intérieure, et ils peuvent en fait s'attaquer à n'importe quel thème qui en découle s'ils le désirent. Le G7/G8 dispose d'un ordre du jour exhaustif et souple qu'aucune autre institution œuvrant dans le domaine de la gouvernance mondiale ne peut gérer.

Avec un programme en constante évolution, l'ordre du jour du sommet risque toujours de prendre trop d'expansion pour que les chefs d'État puissent se concentrer sur un problème particulier, ou de devenir trop épisodique pour qu'ils puissent accorder toute l'attention voulue aux problèmes les plus délicats à résoudre. Mais, en général, le forum de concertation unique que constitue le sommet s'est conformé à deux formules qui ont assuré son succès. La première consiste à ne se concentrer que sur quelques-unes des questions les plus importantes, comme ce sera le cas à Sea Island, où la sécurité, la prospérité et la liberté seront les thèmes centraux. La deuxième consiste à se concentrer sur les façons de relier les questions politiques et économiques. À Sea Island, les membres expliciteront comment la libéralisation du commerce peut engendrer non seulement la prospérité mais également la primauté du droit et la sécurité personnelle, et comment les sociétés démocratiques sont le fondement de la sécurité et de la prospérité mondiales que tous recherchent.

Est-ce que son type particulier de concertation démocratique moderne a permis au G7, et maintenant au G8, d'agir efficacement et de façon influente à titre de système central de la gouvernance mondiale, plus particulièrement dans les domaines où les anciens organismes multilatéraux ont échoué? Nous commencerons à répondre à cette question cruciale dans notre prochain exposé, où nous examinerons comment et dans quelle mesure le sommet du G7/G8 a permis la conclusion d'ententes de coopération opportunes, adaptées et ambitieuses entre les divers États membres, qui ont des priorités et des valeurs différentes en plus d'être fièrement indépendants et puissants. •

Note : Cette conférence a été préparée en collaboration avec John Kirton.

Bibliographie et lecture recommandée

- BAKER, Andrew (2000). « The G7 as a Global 'Ginger Group': Plurilateralism and Four-Dimensional Diplomacy. » *Global Governance: A Review of Multilateralism and International Organizations* 6(2): 165–189.
- BAYNE, Nicholas (2000). *Hanging In There: The G7 and G8 Summit in Maturity and Renewal*. Aldershot : Ashgate.
- GILL, Stephen (1999). « Structural Changes in Multilateralism: The G7 Nexus and the Global Crisis. » Dans Michael Schechter, Éd. *Innovation in Multilateralism*, pp. New York: St. Martin's Press.
- HELLEINER, Gerald (2000). *Markets: Politics and Globalization: Can the Global Economy Be Civilized?* Genève : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
- KIRTON, John J. (1989). « [Contemporary Concert Diplomacy: The Seven-Power Summit and the Management of International Order](#). » Préparé pour le reunion annuel de l'International Studies Association, Londres, 29 mars–1 avril.
- KIRTON, John J. (1999). « Explaining G8 Effectiveness. » Dans Michael Hodges, John J. Kirton et Joseph P. Daniels, Éd., *The G8's Role in the New Millennium*, pp. 45–68. Aldershot : Ashgate.
- KISSINGER, Henry (1957). *A World Restored: Metternich, Casterleagh, and the Problems of Peace: 1812–1822*. Boston : Houghton Mifflin.
- LAMY, Pascal (1988). « [The Economic Summit and the European Community](#). » Bissell Paper No. 5, Centre des études internationales, Université de Toronto, Toronto.
- WOOD, Bernard (1988). « Critical Choices. » Dans John Holmes et John Kirton, Éd., *Canada and the New Internationalism*, pp. 134–137. Toronto : L'Institut canadien des affaires internationales.

Questions à débattre

1. Qu'est-ce qui distingue essentiellement les réalistes, les libéraux-institutionnalistes et les constructivistes quant à leur façon de concevoir le comportement des États et le fonctionnement des relations internationales?
2. Quelles notions, autres que celles servant à définir la doctrine des réalistes, des libéraux-institutionnalistes et des constructivistes, sont nécessaires pour comprendre le comportement des États et les relations internationales dans le contexte actuel de la mondialisation?
3. En quoi le G7/G8, en tant que concertation démocratique moderne, ressemble-t-il et diffère-t-il du Concert d'Europe en vigueur au XIXe siècle? Qu'est-ce qui ressort davantage : la similitude ou la différence?
4. Quels sont les avantages et les inconvénients propres aux concertations en tant qu'institutions de gouvernance mondiale?
5. Quels autres ministres devraient être invités aux sommets du G8, et pourquoi?
6. La structure du G7/G8 a-t-elle permis à ce dernier d'avoir l'efficacité et l'influence nécessaires pour pallier les lacunes des organisations multilatérales déjà existantes?

Exercice

1. Le Traité de Westphalie a été conclu en :
 - a. 1492
 - b. 1648
 - c. 1919
 - d. 1945
2. La première institution internationale d'importance à être dotée d'une charte officielle et caractérisée par une organisation indépendante est :
 - a. l'Équilibre des forces
 - b. le Concert européen
 - c. la Ligue des nations
 - d. l'Organisation des Nations Unies
3. Le régime de change fixe international ancré dans le dollar américain et axé sur le Fonds monétaire international (créé en 1944) a été détruit unilatéralement par les Américains en :
 - a. octobre 1973
 - b. août 1971
 - c. avril 1975
 - d. novembre 1975
4. Le deuxième sommet de G7 a eu lieu à :
 - a. Puerto Rico en 1976
 - b. Londres en 1997
 - c. Bonn en 1978
 - d. Guadeloupe en 1979
5. Lors du deuxième sommet, les six membres originaux qui se sont rencontrés à Rambouillet en France ont invité comme septième membre :
 - a. la Communauté européenne
 - b. le Canada
 - c. l'Italie
 - d. la Russie
6. Le leader de l'Union soviétique/la Russie s'est présenté au sommet du G7 pour la première fois en :
 - a. 1976
 - b. 1991
 - c. 1996
 - d. 1998